



**Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques
Section du Finistère**

4, Square Marc Sangnier CS92839
29228 BREST CEDEX 2
Téléphone : 02.98.80.59.12 - 06.78.56.61.04

fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr
Site Web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/029/>

Formation Spécialisée Santé Sécurité Conditions de Travail (FSSSCT) du 27 juin 2023

Ordre du jour

- point sur la campagne DUERP 2022 2023,
- Point budget,
- Fiches de signalement,
- Fiches accident,
- Fiches santé sécurité au travail,
- Points divers.

La réunion de la Formation spécialisée du CSAL s'est tenue à Chateaulin sous la présidence de M BROCARD, Directeur départemental. Constatant l'absence des acteurs de prévention, la délégation **F.O.-DGFIP29** a rappelé qu'entre les beaux discours et la réalité, il y a un large fossé séparant la politique dite ambitieuse de la politique de sécurité et santé au travail et les moyens alloués sur le terrain...

Lors de l'installation des animateurs de la politique ministérielle de prévention (APMP) nous avons émis des doutes quant à la couverture de leur périmètre en région, et lors de cette Formation spécialisée M PRIGENT nouvel APMP pour la FS du Finistère était absent... En effet ce dernier supervise 3 départements différents et plusieurs directions DDFIP, INSEE, Douanes...il ne peut donc pas être présent sur tous les fronts, et les fronts ne manquent pas..

Dans le même temps, notre département n'est toujours pas pourvu en médecin du travail...et ce malgré la demande récurrente du CHS-CT29 et maintenant de la Formation spécialisée du CSAL mais aussi de l'ISST dont les alertes restent sans réponse...

En l'absence de réaction du Secrétariat Général, la DDFIP29 a contacté divers organismes mais manifestement ceux-ci ne peuvent intervenir que dans le secteur privé..le CDG29 qui a déjà signé une convention avec le ministère de la justice n'a pas répondu négativement, mais il réfléchit à sa capacité de rendre un service de qualité pour une population de 1000 agents, l'intervention reviendrait à 105 €/agents,

Le Secrétariat général a toutefois élargi le recrutement d'infirmiers santé au travail pouvant se charger des visites médicales et d'établir une pré-sélection pour une visite ultérieure avec le médecin si nécessaire. **F.O.- DGFIP29** a déploré l'absence du médecin du travail, le Docteur LE BON, qui compte tenu également de ses interventions sur plusieurs départements dont le Finistère, ne peut participer à nos réunions ni produire son rapport d'activité.

En préambule à l'ordre du jour la délégation, **F.O.- DGFIP29** est revenu sur le fiasco de GMBI et son chevauchement avec la campagne déclarative qui a eu pour conséquence un afflux sans précédents de contribuables sur tous les canaux de l'accueil.

La Direction a confirmé en indiquant une nette augmentation de l'accueil physique estimé à 1600 personnes par jour dans le département. L'annonce du report au 31 juillet de la fin de campagne GMBI ainsi que la distribution de formulaires papier ont pu apporter un certain répit aux agents... les rendez-vous sur les accueils de proximité sont surchargés jusqu'à mi-juillet et seront suspendus jusqu'à fin août.

A l'occasion des échanges avec la Direction nous avons pu entendre dire que le SIP et le SAD étaient intimement liés.... alors qu'on n'a pas cessé de nous vendre le NRP sous l'angle de la dissociation de la gestion et de l'accueil !!

La Direction a expliqué que la priorité des travaux était la saisie de la 2042 avec le SAD en appui, à ce stade 48 000 déclarations sont saisis contre 59 000 l'an dernier à la même époque, ce retard aura forcément un impact sur la campagne des avis..les agents n'ont pas fini d'être sollicités...

F.O.-DGFIP a fustigé le jusqu'au boutisme de la DG et le manque d'anticipation des Directions alors que nous les avons prévenus de longue date....Jerome FOURNEL occulte la réalité du terrain, et imagine pouvoir convertir de gré ou de force la population à internet, c'est irresponsable et inadmissible !! En attendant les usagers sont devant la porte, les collègues n'en peuvent plus alors qu'on leur demande de prioriser, leur stress ne fait que croître !

Point sur la campagne DUERP 2022/2023 :

Nelly BLAVEC, l'Assistante de prévention, nous indique que la campagne DUERP doit permettre d'échanger sur les thématiques liées à la prévention des risques en matière de réorganisation et de leurs impacts sur les conditions de travail, sur les risques liés au télétravail et sur les sujets de désinsertion professionnelle.

Début mai 2023, sur 49 services, 34 fiches ont été adressées à l'Assistante de Prévention, à noter que 495 lignes figuraient au DUERP en 2022 contre 468 lignes en 2023 . Afin d'éviter un retour du DUERP sans consultation des agents, nous avons demandé qu'un compte rendu de la réunion leur soit adressé.

Point sur le Budget :

Le budget local est de 99 025 € dont 28 500 € attribué au Médecin du Travail. Sur cette enveloppe, 20 091,09 € ont déjà été consommés à ce jour, une augmentation de 6 000€ a été votée en séance .

Propositions votées en séance :

- devis pour l'intervention d'un kiné ergonome pour l'aménagement de 6 postes de travail à domicile : 1220 €.
- Achat de matériel : 255 lampes de bureau 13 739,47 €,
- Achat de 20 trolleys 2 085,60 €.

Sur le budget de formation local : 11 ateliers de sophrologie (3 heures) évalués à 4 050 €.

Solde disponible sur le budget local : 49 429,93 €

budget régional : 18 509 €

Formations diverses validées ou en cours de validation : 18 772 € :

- gestion de l'agressivité verbale et physique , 4 sessions, 49 candidatures : 6 400 €,
- prévention risques routiers , 2 sessions, 17 candidatures : 5472 €,
- maintien et acquis connaissances en santé et sécurité au travail, 3 sessions, 24 candidatures : 2 070 €.
- initiation 1^{er} secours, 2 sessions : 1 380 €,
- recyclage 1^{er} secours : 690 €,
- sauveteurs et secouristes du travail : 2 760 €

Solde disponible sur le budget régional : – 263€

Nous avons demandé que ce solde soit pris en charge par la réserve de précaution de 9 % qui s'élève à 1831€. Un groupe de travail sur le budget va être fixé à la rentrée, les propositions déjà à l'étude porteront sur l'achat de ventilateurs, l'équipement de rafraîchisseur dans les salles de pause...

Fiches de signalement :

8 fiches de signalement ont été présentées toutes pour insultes et menaces envers des fonctionnaires de la DGFIP , dans divers services.

2 fiches ont particulièrement attirées notre attention car elles concernent des vérificateurs victimes de menaces d'intimidations personnelles et familiales, les suites données par l'administration et notamment les courriers de mise en garde ne nous ont pas semblé à la hauteur, ce dont nous avons fait part au Directeur M BROCARD, qui a indiqué envisager un signalement au procureur de la République via l'article 40 du code de procédure pénale.

Nous avons rappelé à la direction ses obligations de sécurité envers ses agents et qu'au-delà des discours ministériels, des actions concrètes soient mises en place pour assurer la sécurité de l'ensemble des agents du département tant pour les collègues itinérants que pour ceux en charge de l'accueil des usagers. Renforcer la sécurité des agents doit devenir une des préoccupations majeures de la DGFIP !

Sur le plan national, plus de 1 600 fiches de signalements ont été rédigées , 100 ont fait l'objet d'un signalement au titre de l'article 40, 80 % de ces fiches concernent les missions d'accueil, paradoxalement les missions du contrôle fiscal et des amendes sont sous représentés, peut être est ce dû à une forme d'habitude ou de lassitude de la part des collègues.

les fiches de signalement vont être revues pour faciliter leur utilisation, le prochain GT ministériel le 7 juillet doit aborder le sujet. La DG travaille sur la mise en place d'un outil numérique permettant le signalement et le suivi en cas d'incidents voire d'agression.

F.O.-DDFIP29 a interrogé la direction concernant les avis sur internet (google), la Direction a indiqué que la mission SRP s'est emparé du sujet, faisant appel à un prestataire.

Fiches accident :

4 fiches accident de travail ont été présentées en séance, il est constaté que le manque de personnel au service immobilier de la Direction pour les tâches de déménagement et de livraisons fait apparaître que les collègues sont sollicités pour des missions où ils n'ont pas reçu les formations et équipements nécessaires.

Fiches santé et sécurité au travail :

Trésorerie de Concarneau : suite à l'alerte des agents au regard des problèmes liés au sous-effectif, une affectation d'un équipier de renfort à compter de mai a pu être actée ainsi que l'intérim du poste confié au comptable du SGC de Quimper.

Centre de Contact des particuliers de Brest : absence de passage d'aspirateur depuis février 2023 . un rappel des clauses du marché à ONET a été effectué, l'aspirateur a été passé le 27/03 et deux fois par semaine depuis le rappel des clauses du contrat.

SIP de Carhaix :

Après le mouvement de mutation, deux vacances d'emplois persistent, le maximum a été fait selon la direction ... **Pour F.O.- DGFIP, les agents du SIP de Carhaix font les frais de décisions inconséquentes ayant conduit au transfert des compétences du SIP de Chateaulin et d'une partie des communes des SIP de Brest et Morlaix. Nous avons pourtant alerté à de maintes reprises sur les risques de cette restructuration d'envergure pour les conditions de travail des agents et l'exercice de leurs missions.**

Questions diverses :

- La paierie départementale a emménagé à Châteaubriant, une visite des services sur ce bâtiment est envisagée à la rentrée.

- Au CFP de Chateaulin des problématiques de chaleur persistent en lien avec des problèmes de stores et de volets, la direction semble ignorer la problématique...

- A Brest CH, l'installation d'une porte pour le bureau de l'adjoint est envisagée.

- L'abandon de la Cité administrative de Brest serait envisagé, cela pourrait faire l'objet d'un relogement des équipes dans les immeubles voisins avec prise de bail de locaux supplémentaires ce qui représente un coût financier conséquent.

- Le projet du SGC de Rosporden s'intégrera dans un bâtiment qui comprendra plusieurs services : SAD, France service, Maison de l'emploi, Santé au travail, Antenne CDAS. Le SGC sera implanté au dernier étage, le calendrier d'installation se situe à la rentrée 2024, concomitamment avec les fermetures des Trésoreries de Concarneau et Quimperlé.

Le projet de transfert de la Trésorerie Amendes de Brest à Concarneau ne sera pas effectif avant fin 2024, il pourrait aussi dépendre de réflexions en cours au niveau national sur la mission « Amendes » ... affaire à suivre...

La délégation F.O.- DGFIP29 en Formation spécialisée du CSAL : Florence JAVELOT (Secrétaire FS), Murielle MORICCI (PCRQP Quimper), Anne COROUGE (PPD Brest), Delphine SIMON (SAD Chateaulin), Fanny SADAT (PTGC Quimper), Thibaut CHAPLAIN (EDR), Thierry ROLLAND (Direction Brest).